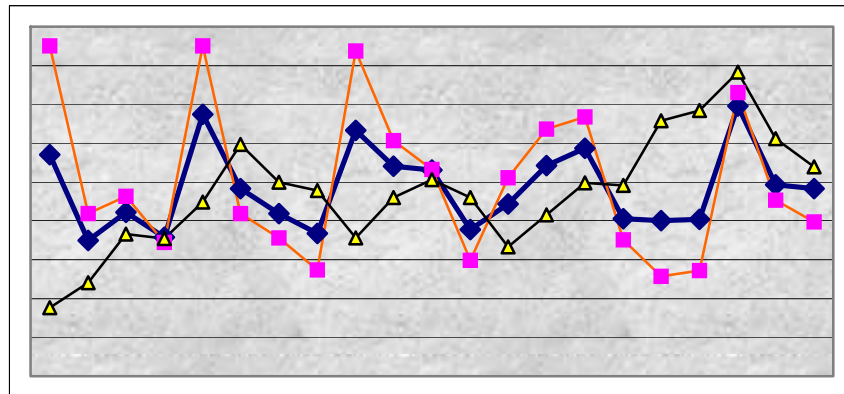


Republique du Tchad
Ministère du Plan, du Développement
et de la Coopération
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques

Note Trimestrielle de Conjoncture



DEUXIEME TRIMESTRE 2005

Août 2005

TABLE DES MATIERS

Rubriques	Pages
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	2
SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE DU TCHAD AU QUATRIEME TRIMESTRE 2004 ET LES PERSPECTIVES POUR LES SIX PROCHAINS MOIS	3
I – ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	4
I-1. Evolution et perspective de l'économie mondiale	4
I-2. Evolution du cours des matières premières et des devises	5
I-3. Evolution et perspectives économiques des pays de la CEMAC	5
II - INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	7
III - LA PRODUCTION ET LES MARCHES AGRICOLES	7
IV - LE SECTEUR INDUSTRIEL	8
V - LE SECTEUR PETROLIER	9
VI – LE COMMERCE ET LES SERVICES	9
VII. LES FINANCES PUBLIQUES	12
VII.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	12
VII.2. LA DETTE PUBLIQUE.	12
VII.2.1. Situation de la dette publique extérieure	12
VII.3. SITUATION MONETAIRE ET LA COMPETITIVITE	12
VII.3.1. La situation monétaire	12
VII.3. 2. La compétitivité	13

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BDL :	Brasseries Du Logone
BEAC :	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNPS :	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNRT :	Caisse Nationale de Retraite du Tchad
CST :	Compagnie Sucrière du Tchad
FMI :	Fonds Monétaire International
INSEED :	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
ND :	Non Disponibles
ONASA :	Office National de la Sécurité Alimentaire
PIB :	Produit Intérieur Brut
RGPHT :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad
SFI :	Statistiques Financières Internationales
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
UE :	Union européenne
STEE :	Société tchadienne d'Eau et d'Electricité
\$:	Dollars US
BRENT :	pétrole de référence sur le marché international

SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURE ECONOMIQUE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 ET LES PERSPECTIVES POUR LES SIX PROCHAINS MOIS

Situation économique plutôt mauvaise

La situation économique du pays est marquée au deuxième trimestre 2005 par une relance des activités productrices, une tension sur les prix et une bonne santé des finances publiques.

En effet, l'indice général de la production industrielle est en hausse de 7% en variation trimestrielle. Cette hausse serait le fait d'un bond de 25% de l'indice du coton fibre et de 8% de celui des autres produits.

L'indice général des prix connaît une hausse de 3 % en variation trimestrielle et de 10% en glissement annuel.

A fin juin 2005, les recettes budgétaires ont atteint 126 747 millions contre 70 155 millions un an plus tôt soit un taux d'exécution de 36,82% du budget 2005.

Du côté des dépenses, à fin juin 2005, on enregistre 45 241 millions contre 30 217 millions un an plus tôt soit une hausse de 49,72%. En terme d'exécution budgétaire cela représente 8%.

Pour l'avenir, avec la signature en février 2005 d'un nouvel accord avec le FMI et la perspective de déblocage attendu de l'aide de l'Union Européenne, les finances publiques devraient s'améliorer sensiblement.

Au niveau de la demande, la consommation privée serait soutenue par la hausse attendue des revenus ruraux et des nouveaux recrutements prévus dans la loi des finances 2005. La consommation publique progresserait en liaison avec l'accroissement des dépenses courantes de l'Etat et des investissements au profit des secteurs prioritaires.

L'encours de la dette extérieure devrait croître au cours des prochains trimestres en raison de la signature d'un nouveau programme triennal appuyé par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance avec le FMI.

Du côté de l'offre, la production cotonnière qui a pleinement bénéficié de l'augmentation du prix au producteur à 190 F/kg, connaît quelques problèmes d'écoulement dus à la mise en place tardive des crédits de campagne.

Sous l'effet des gains de productivité réalisés par la compagnie sucrière du Tchad et du regain de la demande mondiale en gomme arabique, on assisterait à une consolidation de la production sucrière et gommifère. En revanche, la situation alimentaire serait perturbée du fait de déficit céréalière 2004/2005.

En liaison avec la découverte d'une quantité énorme d'eau dans le pétrole brut extrait des trois champs, le secteur minier connaîtrait un léger recul.

Dans le secteur secondaire, l'activité serait dopée par le regain de la demande et par l'amélioration de la prestation de la STEE suite à l'installation des groupes MBH.

Dans l'ensemble, le commerce et les services resteraient soutenus grâce à l'extension du réseau de l'opérateur de téléphonie mobile Celtel. Mais ce secteur resterait toujours perturbé par la concurrence accrue du secteur informel.

I - L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Environnement international plutôt dynamique.

I.1. Evolution et perspective de l'économie mondiale

Grâce au dynamisme de l'économie américaine ainsi qu'à l'expansion de nombreux pays à forte croissance, l'activité mondiale a enregistré en 2004 une croissance inégalée depuis 20 ans (environ +4,5%).

Cependant, les premiers signes d'un essoufflement de la demande mondiale ont été distinctement perceptibles dès le troisième trimestre de l'année dernière. Cette inflexion mondiale a résulté d'une amorce de resserrement monétaire dans les pays anglo-saxone afin de prévenir tout risque de surchauffe sur les prix de bien et des actifs non immobiliers. Ce mouvement a été encouragé par la poussée des cours pétroliers dans une fourchette de 40 à 50 dollars, poussée qui à ce jour n'est pas endiguée. Dans le même les pays européens ont dû faire face à la chute du dollar vis-à-vis de la monnaie qui a fortement entamé leur compétitivité prix.

Le fléchissement mondial se poursuivrait au premier semestre 2005. Aux Etats-Unis, la croissance céderait quelques dixièmes de points autour de 3,5% en rythme annualisé après avoir 4% an fin d'année dernière. En Asie, l'activité ralentirait, la politique de freinage des investissements commençant à exercer ses effets. Si le Japon connaîtrait une reprise, celle-ci resterait limitée (autour de +0,2% par trimestre). Au total, la demande adressée à la zone euro décèlerait significativement au premier semestre de 2005.

Tableau 1 : Perspective de l'économie mondiale.

PIB (%)	2002	2003	2004	2005
Monde	2,8	3,6	4,5	3,7
Dont : OCDE	1,7	2,2	3,4	2,7
USA	1,9	3,0	4,1	2,9
Japon	-0,3	2,5	4,2	2,3
Zone euro	0,9	0,5	1,9	2,2
Pays en transition	3,4	5,9	5,8	5,1
Amérique latine	-1,3	1,5	4,9	3,7
Pays du sud et l'Est de la méditerranée	4,8	4,9	4,5	4,3
Cours Brent (USD/baril)				
Annuel	25,0	28,8	36,7	36,5
T1	21,1	31,4	32,0	38,0
T2	25,1	26,1	35,4	37,0
T3	26,9	28,4	40,5	36,0
T4	26,8	29,4	39,0	35,0

Source : Agence internationale de l'énergie et Direction française des prévisions

I. 2 Evolution du cours des matières Premières et des devises

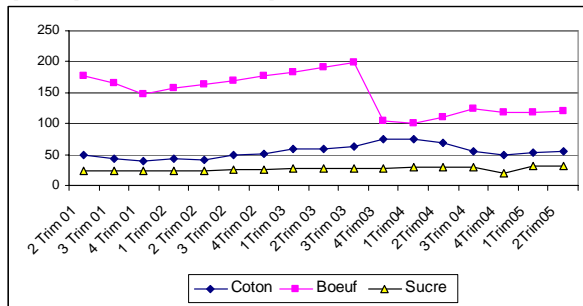
I. 2. 1 Cours des matières premières

Durant le deuxième trimestre 2005, les cours des matières premières ont augmenté dans leur ensemble.

La plus forte hausse est constatée au niveau du pétrole qui continue sa hausse entamée depuis un an. On note à cet effet une hausse de 4% en variation trimestrielle et 45% en glissement annuel. Cela peut être lié au problème irakien et à la demande sans cesse croissante de l'économie chinoise.

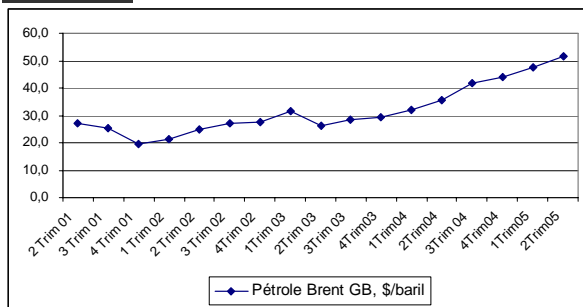
Le coton enregistre un bond de 4% en variation trimestrielle.

Figure1.1: Evolution du cours de quelques matières premières



Source: statistiques financières internationales

Figure1.2: Evolution du cours du Brent

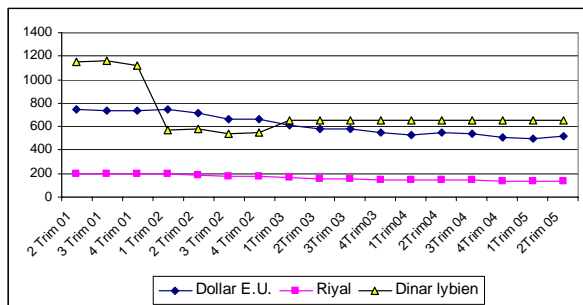


Source: statistiques financières internationales

I. 2.2 Cours des devises

Les devises ont dans leur ensemble connu une hausse en variation trimestrielle mais en glissement annuel on note une baisse.

Figure2 : Evolution des cours des devises



Source: statistiques financières internationales

I.3. Evolution et perspectives économiques des pays de la CEMAC

L'année 2004 la croissance du PIB réel estimée à 7,7% pour la Sous région s'est établie définitivement à 7,6%, le taux d'inflation reste estimé à 0,3% et l'excédent budgétaire base engagements hors don a été révisé

s'élevant à 3,5% du PIB au lieu de 4,5%. Quant au déficit du compte courant, il atteindrait désormais 3,7% du PIB du fait de la révision à la baisse de l'excédent commercial en raison d'une évolution moins rapide des prix à l'exportation (10,8% au lieu de 14,9% initialement prévu)

Pour l'année 2005, selon les tendances observées au cours du premier semestre, les projections macro-économiques s'annoncent favorable pour la zone avec une croissance soutenue bien qu'en repli par rapport à 2004 du fait d'une progression moins rapide de la production pétrolière. La hausse du PIB se situerait à 5,1%. Dans ce condition le revenu réel par habitant s'apprécierait de 2,6%.

Le taux de croissance réel du secteur pétrolier atteindrait 9,1 % en 2005 contre 28,1 % en 2004, tandis que celui du secteur non pétrolier s'établirait à 4,3 % contre 4,2 % un an plus tôt.

En termes de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier s'élèverait à 1,5 % en 2005 et celui du secteur non pétrolier à 3,6 %. Par pays, ce résultat procéderait de la forte expansion économique au Tchad (+ 13 %) et au Congo (+ 8 %), de l'activité soutenue en Guinée Equatoriale (6,2 %) et au Cameroun (+ 3,9 %) et de la consolidation de la croissance en République Centrafricaine (+ 3,4 %) ainsi qu'au Gabon (2 %).

Les tensions inflationnistes progresseraient avec une hausse de l'indice des prix à la consommation de 2,3 % en moyenne annuelle en 2005, contre 0,3 % un an plus tôt.

Les investissements bruts contribueraient pour plus de moitié à la croissance, avec un apport de 2,6

points en 2005 contre 1,8 point en 2004, du fait essentiellement de la redynamisation des programmes d'investissement dans le secteur pétrolier au Cameroun et au Congo.

Au cours du deuxième trimestre 2005, l'indice général des prix connaît une hausse en variation trimestrielle. Il passe ainsi à 217,7 points contre 210,6 points pour le trimestre précédent. En glissement annuel, on observe un bond de 10%.

Les produits alimentaires connaissent une hausse dans leur ensemble (+5%) en variation trimestrielle. Elle est le résultat surtout d'une hausse de 22% des prix des céréales, de 5% des Oléagineux, lait et œufs. Par contre, on note une baisse de 8% des viandes et poissons.

En glissement annuel, on enregistre une hausse de 15% au deuxième trimestre 2005 par rapport au même trimestre un an plus tôt pour les produits alimentaires. Cette hausse en glissement annuel des produits alimentaires tire principalement son origine de la hausse des prix du groupe des produits tels que les céréales (+67%) et les boissons (+5%).

Par contre sur la période, on notera une baisse de 7% du poste *Epicerie*.

Au niveau des prix des produits non alimentaires, on note une stabilité en variation trimestrielle. Sur la même période, il est à relever une baisse respective de 2% de l'*Energie et éclairage et de soins et hygiène*. En glissement annuel, on note une baisse de 2%.

Les services connaissent dans leur ensemble une hausse de 3% en variation trimestrielle et de 10% en glissement annuel.

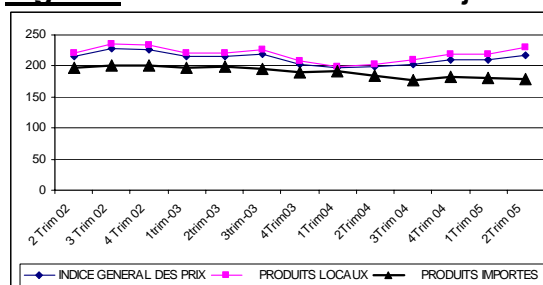
L'indice des produits particuliers continue sa tendance baissière

II- INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION A N'DJAMENA

Hausse modérée des prix à la consommation

entamée au premier trimestre 2005. Cette tendance de l'indice des produits particuliers tire essentiellement son origine d'une baisse des indices spécifiques comme viandes (-7%) et le pétrole lampant de (-4%). Cependant, on note une hausse de 15 % du riz en variation trimestrielle. En glissement annuel la même tendance est observée.

Figure3 : Evolutions des IPC à N'djamena



Source : INSEED

III. LA PRODUCTION ET LE MARCHE AGRICOLE

Production en baisse et hausse des prix sur les différents marchés

III-1. Le marché agricole

Sur les marchés, on note une hausse générale des prix en dehors d'Abéché qui connaît une baisse de 6%.

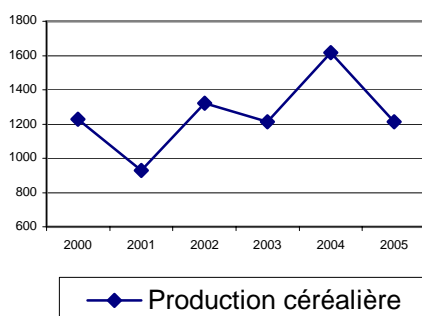
En glissement annuel, la même tendance haussière est observée sauf à Moundou où on note une baisse de 10%.

Cette tendance serait tributaire de l'émergence d'une insécurité entre les marchés d'approvisionnement et les centres de consommation causant une rupture dans le circuit de commercialisation.

III.2. La production agricole (2004/2005)

Les estimations définitives de la Division des Statistiques Agricoles donnent une production céréalière de l'ordre de 1 215 000 tonnes, soit une baisse de 24,9% par rapport aux résultats définitifs de la campagne 2003/2004. Cette baisse serait le fait d'une mauvaise répartition pluviométrique conjuguée d'une réduction des superficies cultivables de 13,4% enregistrée au cours de la campagne. Il faut ajouter à cela les ravages causés par les ennemis des cultures.

Figure4 : Evolution de la production céréalière (milliers de tonnes)



Source : données DSA

V. LE SECTEUR INDUSTRIEL

Relance des activités productrices

En ce deuxième trimestre 2005, le secteur industriel connaît une hausse dans son ensemble. En effet, l'indice général de la production industrielle est en hausse de 7% en variation trimestrielle et de 17% en glissement annuel.

Suivant les différents secteurs, la situation n'est pas la même :

Nonobstant les difficultés récurrentes liées aux coûts des facteurs de production toujours élevés et les difficultés de recouvrement, la STEE enregistre ce premier trimestre 2005

une hausse de 20% en variation trimestrielle passant de 21 054 000 kWh à 25 265 000 kWh. Par rapport à la même période de l'année précédente, elle connaît une amélioration de 44%.

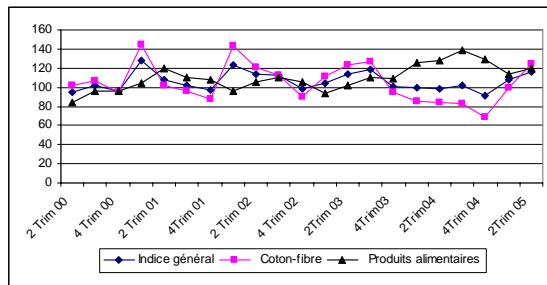
La production de l'eau connaît aussi une hausse de 70% en ce premier trimestre 2005. Elle passe de 4 031 000 m³ à 6 873 000 m³. Par contre, en glissement, la production d'eau est en baisse de 70%.

L'embellie serait le fait de la mise en service des groupes électrogènes MBH d'une capacité de 12 mégawatts acquis en Allemagne sur financement libanais. Il est prévu la construction d'une centrale de 25 mégawatts à Farcha, pour étendre le réseau électrique aux quartiers périphériques de N'djaména.

Dans les autres industries du secteur agroalimentaire (brasseries notamment), l'activité s'est dopée. En effet, les BDL et la BGT enregistrent respectivement une hausse respective de 7% et de 13% en variation trimestrielle. En glissement annuel, la situation n'est la même pour ces sociétés : les BDL enregistrent une baisse de 19% et la CST une hausse 49%.

En dépit de la concurrence affichée de British American Tobacco (BAT) et des difficultés d'approvisionnement des provinces liées à l'insécurité sur les routes, la MCT continue avec sa tendance haussière entamée depuis le quatrième trimestre 2004 aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel.

Figure 5 : Evolution des indices de production industrielle



Source : INSEED

V. LE SECTEUR PETROLIER

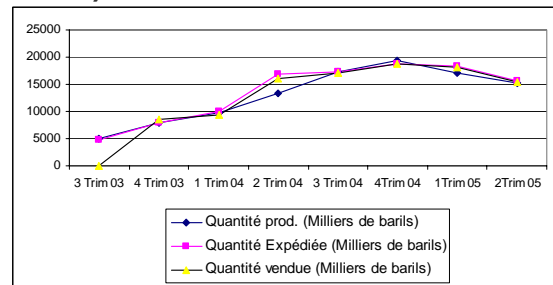
Chute drastique du secteur

La production du pétrole a connu une baisse de 11% au deuxième trimestre 2005 se situant à 15165 000 barils contre 17 012 000 barils au premier trimestre. En glissement annuel, on observe une augmentation de 14% passant de 13272 000 barils au deuxième trimestre 2004 à 151 65 000 barils au deuxième trimestre 2005.

Aussi, il est à noter que la quantité expédiée a connu un fléchissement de 15% tout comme la quantité vendue. Par rapport à la même période un an plutôt, on observe une baisse de 8% pour la quantité expédiée et 4% pour la quantité vendue.

Du point de vue redevances versées, on note une baisse de 26% par rapport au premier trimestre 2005. En revanche, par rapport à la même période un an plus tôt, on observe une hausse importante des redevances versées de l'ordre de 504%.

Figure 6 : Evolution de la production et vente du pétrole (milliers de barils)



Source : données du Ministère du pétrole

VI - LE COMMERCE ET LES SERVICES

Evolution mitigée

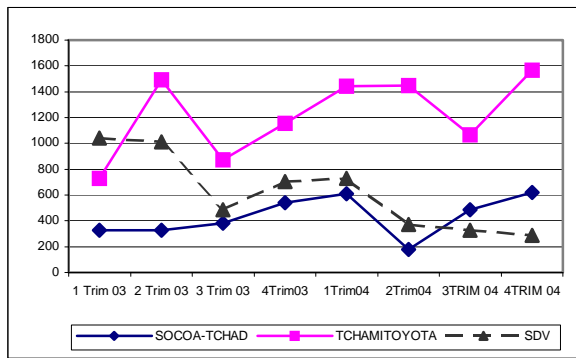
Durant le quatrième trimestre 2004, le secteur commerce connaît dans son ensemble une activité contrastée se traduisant par une hausse globale du chiffre d'affaires mais aussi par une baisse de l'emploi et de la masse salariale dans le commerce.

VI.1. Le commerce

VI.1.1 Le chiffre d'affaires

Le secteur commercial connaît dans son ensemble une reprise au quatrième trimestre 2004. Cette situation se traduit par une hausse du chiffre d'affaires des sociétés Tchami-toyota et SOCOA-TCHAD mais au contraire par une baisse pour la SDV. La hausse la plus marquée du chiffre d'affaires est celle enregistrée par Tchami-toyota (47% en variation trimestrielle). En glissement annuel, Tchami-toyota enregistre une hausse de 35% alors que la SDV connaît une baisse de 59%. Cette baisse serait le fait de la concurrence très active du secteur informel.

Figure 7: Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce (millions de FCFA)



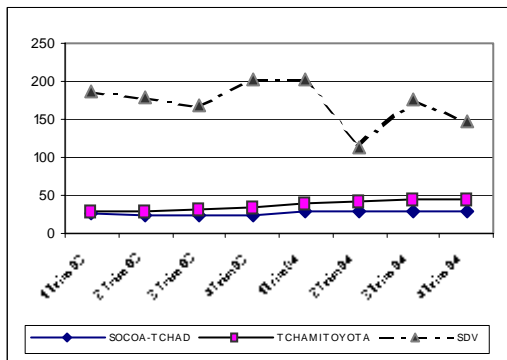
Source: données des entreprises concernées

VI.1.2. L'emploi dans le commerce

Suivant les trois sociétés, l'évolution de l'emploi n'est pas la même ce trimestre : il reste stable au niveau de Tchami-toyota alors qu'il connaît une évolution à la baisse pour la SOCOA-TCHAD et pour la SDV respectivement de 3% et 16% par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, on observe une hausse de 17% au niveau de SOCOA-TCHAD et 33% pour la Tchami-toyota pendant que la SDV connaît une baisse de 27%.

Figure 8: Evolution de l'emploi dans le commerce (nombre de personnes)



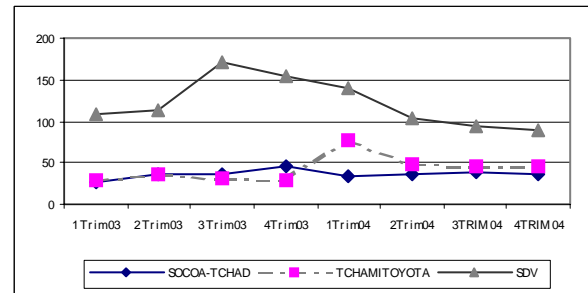
Source: données des entreprises concernées

VI.1.3. La masse salariale dans le commerce

Contrairement au niveau de chiffre d'affaires et de l'emploi, la masse salariale a fortement baissé ce trimestre pour la SOCOA-TCHAD (8%), la SDV (7%). Cependant la Tchami-

toyota connaît une stabilité de sa masse salariale.

Figure 9: Evolution de la masse salariale dans le commerce (millions de FCFA)



Source: données des entreprises concernées

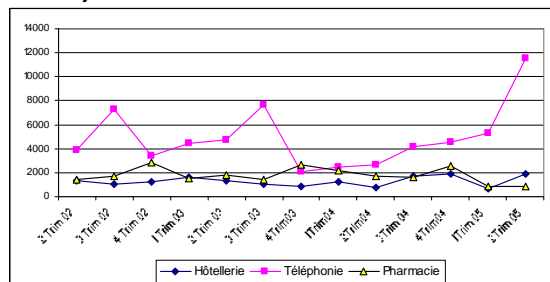
VI.2. Les services

Au deuxième trimestre 2005, le secteur des services connaît dans son ensemble une situation relativement meilleure par rapport au trimestre précédent.

VI.2.1. Le chiffre d'affaires dans les services

A l'exception de Pharmacie dont le chiffre d'affaires est resté stable sur la période, les autres secteurs évoluent positivement pendant ce premier trimestre de l'année 2005. On note pour une hausse respective du taux de croissance de 120% et 169% pour la téléphonie et l'hôtellerie. En glissement annuel, les trois secteurs connaissent la même tendance.

Figure 10 : Evolution du chiffre d'affaires dans les services (millions de FCFA)



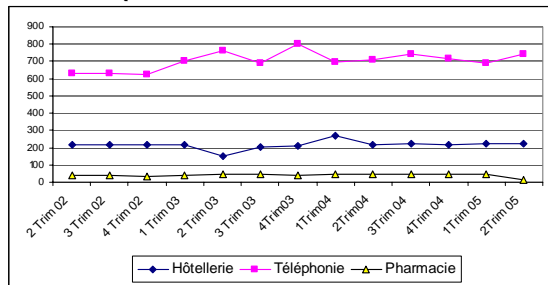
Source: données des entreprises concernées

VI.2.2. L'emploi dans les services

Au deuxième trimestre 2005, l'emploi connaît une stabilité pour l'hôtellerie mais une hausse respective de 7% et 5% pour la téléphonie et la pharmacie rapport au trimestre précédent

En glissement annuel, on note une forte hausse de 5% pour la téléphonie.

Figure 11 : Situation de l'emploi dans les services (nombre de personnes)

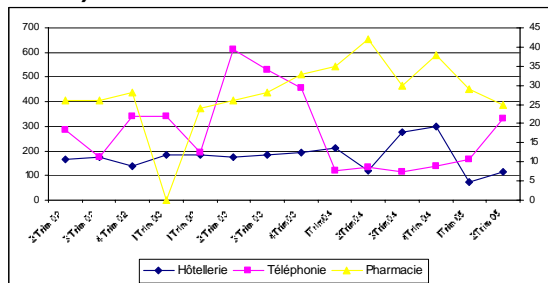


source: données des entreprises concernées

VI.2.3. La masse salariale dans les services

Durant le premier trimestre 2005, la masse salariale est en baisse considérable pour les secteurs l'hôtellerie et pharmacie. Elle est respectivement de 75% pour l'hôtellerie et 24% pour la pharmacie. En glissement annuel, on observe une forte hausse pour la téléphonie (+38%).

Figure 12 : Situation de la masse salariale dans les services (millions de FCFA)



Source: données des entreprises concernées

VI.3 Importation et mise à la consommation d'hydrocarbures

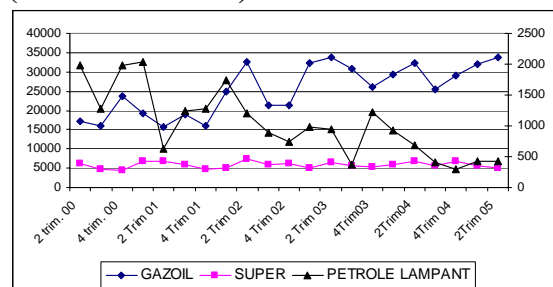
La mise à la consommation des hydrocarbures connaît une hausse importante en ce trimestre sauf pour le

Super qui enregistre une baisse aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel.

Cette baisse de la consommation du Super trouverait ses explications dans le développement du secteur informel.

S'agissant des importations, la tendance reste la même que celle observée au niveau de la mise à la consommation.

Figure13: Evolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (milliers de litres)



source : données de la fiscalité pétrolière

VII- LES FINANCES PUBLIQUES

Bonne santé des finances publiques

VII.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires

A fin juin 2005, les recettes budgétaires ont atteint 126 747 millions contre 70 155 millions un an plus tôt soit un taux d'exécution de 36,82% du budget 2005. Ce qui est presque une performance compte tenu de la courbe des recettes généralement observée sur l'année.

Du côté des dépenses, à fin juin 2005, on enregistre 45 241 millions contre 30 217 millions un an plus tôt soit une hausse de 49,72%. En terme d'exécution budgétaire cela représente 8%.

Tableau 2: suivi de l'exécution budgétaire

	PREVU	REALISE	REALISE	variation	Exec.05
	2005	juin-04	juin-05	juin-05/juin-04	
RECETTES BUDGETAIRES	344211	70155	126747	80,67%	36,82%
Recettes fiscales	137904	53952	67080	24,33%	48,64%
Recettes non fiscales	194307	11738	55742	374,88%	28,69%
Recettes en capital	12000	4465	3925	-12,09%	32,71%
Aides, Dons, Subventions	19614	2171	17063	685,95%	86,99%
Emprunts	83113	0	0		
Ressources exceptionnelles					
Recettes à imputer et à régulariser		11761	10136		
Variation de créances		-10230	-6855	42,74%	
DEPENSES BUDGETAIRES	588167	30217	45241	49,72%	7,69%
Service de la dette	45544	0	673		0%
Dotation des pouvoirs publics	135447	30210	36019	19,23%	26,59%
Interventions de l'Etat	80082	7	5441	77628,57%	6,79%
Amortissement de dette pub.	15713	0	341		2,17%
Equipement- Investissement	311381	0	2767		0,89%
Investissement sur resexcept					
Dépenses à imputer		2791	5471	96,02%	
Variation des dettes		14235	21902	53,86%	
RECETTES BASE ENCAISSEMENT	344211	71686	130028	81,39%	37,78%
DEPENSES BASE DECAISSEMENT	588,167	75699	131143	73,24%	22,30%
DEFICIT HORS SUBV ET EMPRUNT	-243956	-4013	-1115	-72,22%	0,46%

Source: Trésor Public

VII.2 LA DETTE PUBLIQUE

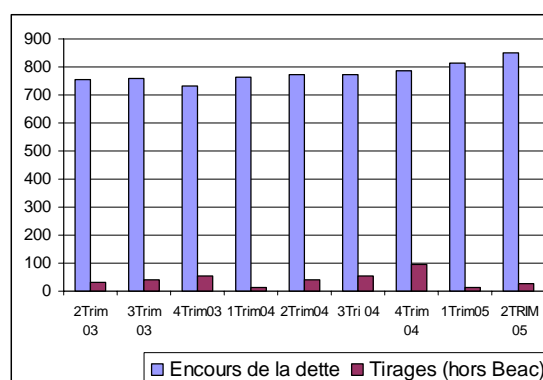
VII.2.1 Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette extérieure a atteint 848,6 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2005 alors qu'il était de 813,5 milliards à la fin du premier trimestre 2005, traduisant une augmentation de 4% en variation trimestrielle.

Les tirages connaissent aussi une forte hausse tant en variation trimestrielle (+122%), ils se chiffrent à 27,2 milliards de FCFA alors qu'ils étaient de 12,2 milliards au trimestre précédent.

Les remboursements effectués à la fin de ce trimestre sont évalués à 11,4 milliards de FCFA, dont 8,9 milliards sur crédit multilatéraux, 2,5 milliards sur crédit bilatéraux.

Figure 14 : Evolution de la dette extérieure (milliards de FCFA)



Source : direction de la dette

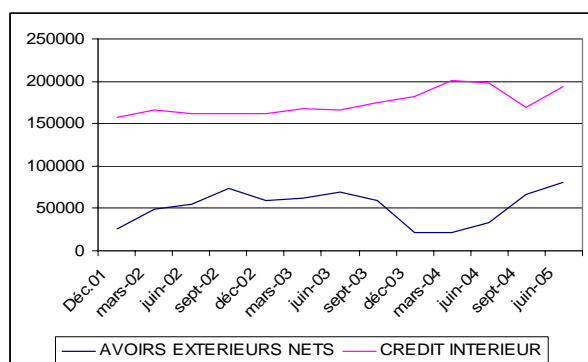
VII.3 La situation monétaire et la Compétitivité

VII.3.1. La situation monétaire

A fin juin 2005, les avoirs extérieurs nets ont connu une hausse de 137% par rapport à juin 2004. Ainsi les avoirs extérieurs nets sont passés de 33,9 milliards en juin 2004 à 80,4 milliards une année plus tard. Cette évolution est redevable uniquement à la progression des ressources extérieures de la BEAC ayant trait recette d'exportation de pétrole bénéficiant de meilleurs cours mondiaux.

En ce qui concerne le crédit intérieur, on constate une baisse de 2,4% sur la période se situant à 193,3 milliards à fin juin 2005 contre 198,1 milliards l'année précédente. Ce léger tassement est dû à la contraction de la situation nette du trésor vis-à-vis du système consécutive à l'accroissement des dépôts publics en liaison avec le rapatriement de fonds pétroliers.

figure15 : Evolution de la situation monétaire.



Source : données BEAC

VII.3.2 La compétitivité.

Après une hausse constatée au premier trimestre 2005, l'indice des prix à la consommation relatif est stable pendant la période sous revue. Cependant, en glissement annuel on note une de 2%. En outre, le taux de

change effectif nominal connaît une légère hausse de 1% en variation trimestrielle. Par contre, le taux de change effectif réel connaît une baisse de 1% en variation trimestrielle mais une hausse de 3% glissement annuel.

Tableau 3: évolution des indicateurs de compétitivité

	2Trim04	3Trim 04	4Trim 04	1Trim 05	2Trim 05	2T05/1T05	2T05/2T04
Indices base 4/1/1994=100							
Prix à la conso. relatif	191,2	188,8	191,7	195,7	195,6	0%	2%
Taux de change effectif nominal	101,6	101,1	100,3	100,1	100,7	1%	-1%
Taux de change effectif réel	192,8	191,2	195,8	200,2	198,9	-1%	3%

Ont participé à la confection du bulletin de conjoncture

Coordonnateur des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
- **YOUSSEF AWARE NEISSA**, chef du Département des Synthèses et Statistiques Economiques ;

Rédaction :

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Division de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques
- **FANGAMLA MARANDI**, Chargé de la Conjoncture

Comité de lecture :

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Division de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques
- **THEMOI DEMSOU**, Chef de Division des Comptes Nationaux et Etudes Economiques
- **LAOUKOURA KAGUEROU**, Chef de Division des Statistiques du Monde Rural

- **TABO SYMPHORIEN N'DANG**, Cadre à la Comptabilité Nationale

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, statisticien à l'INSEED

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques,
B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.
Tél. (235) 52 31 64 Fax : (235) 52 66 13
Email : inseed@intnet.td
Site : www.inseed-tchad.org**